

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VEYLE



Commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de
Saint-Jean-sur-Veyle
Dossier projet – février 2021

2- 1 – RAPPORT DE PRESENTATION

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean-sur-Veyle approuvé le 3 mars 2005

Modification n°1 approuvée le 4 avril 2008

Modification simplifiée n°1 approuvée le 14 janvier 2010

Modification n°2 approuvée le 3 juin 2010

Révision simplifiée approuvée le 3 juin 2010

Modification simplifiée n°2 approuvée le 13 janvier 2011

Mise à jour le 22 mai 2012

Mise en compatibilité en date du 23 juillet 2015

Mise à jour le 11 septembre 2017

Modification n°3 approuvée le 24 septembre 2018

Mise en compatibilité en date du 22 octobre 2019

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle

Prescription par arrêté du Président en date du 24 septembre 2020 et son modificatif du 21 janvier 2021

Délibération du Conseil Communautaire approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle :

Vu pour rester annexé à mon arrêté du 24/09/2020 et son modificatif du 21 janvier 2021

Le Président

Réf : 47047

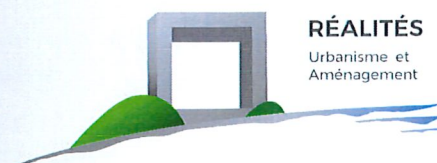
Christophe GREFFET



Bureau d'études REALITES

34 Rue Georges Plasse - 42300 Roanne Tél : 04 77 67 83 06

E-mail : urbanisme@realites-be.fr



SOMMAIRE

Sommaire	2
Préambule	3
Contexte général	3
Document d'urbanisme en vigueur	3
Le lancement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU	3
Le projet	4
Le document d'urbanisme applicable	8
Les orientations du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle	8
Le zonage du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle	10
La nécessaire mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle	11
La modification du zonage	11
La création d'une orientation d'aménagement	13
L'analyse des incidences du projet de DP MEC	15
Les incidences socio-économiques	15
Les incidences sur les déplacements	16
Les incidences sur les risques et nuisances	17
Les incidences sur l'activité agricole	20
Les incidences sur l'environnement	22
Les incidences sur la gestion de l'eau	27
Les incidences sur la consommation foncière	29
Les incidences sur les monuments historiques	31
Conclusion	32
Annexes	33
Annexe n°1 : Arrêté du Président prescrivant la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU en date du 24 Septembre 2020	33
Annexe n°2 : Arrêté modificatif du Président prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU en date du 21 Janvier 2021	35

PREAMBULE

CONTEXTE GENERAL

La commune de Saint-Jean-sur-Veyle se situe à l'Ouest du département de l'Ain, sur un secteur positionné à l'interface entre la Bresse et la Vallée de la Saône. Elle est membre de la Communauté de Communes de la Veyle.

Elle est implantée à 30 kilomètres à l'Ouest de Bourg-en-Bresse et à 10 kilomètres à l'Est de Macon. A une échelle locale, Saint-Jean-sur-Veyle est située à 9 kilomètres de Vonnas et à 3 kilomètres de Pont-de-Veyle.

Saint-Jean-sur-Veyle est membre de la Communauté de Communes de la Veyle EPCI qui regroupe 18 communes et plus de 22 271 habitants (INSEE-RP2017). La Communauté de Communes de la Veyle a été créée le 1^{er} Janvier 2017. Elle résulte de la fusion des Communautés de Communes du Canton de Pont-de-Veyle et des Bords de Veyle.

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean-sur-Veyle a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 3 mars 2005.

Le PLU a depuis fait l'objet de plusieurs procédures :

- Modification n°1 approuvée le 4 avril 2008
- Modification simplifiée n°1 approuvée le 14 janvier 2010
- Modification n°2 approuvée le 3 juin 2010
- Révision simplifiée approuvée le 3 juin 2010
- Modification simplifiée n°2 approuvée le 13 janvier 2011
- Mise à jour le 22 mai 2012
- Mise en compatibilité en date du 23 juillet 2015
- Mise à jour du 11 septembre 2017
- Modification n°3 approuvée le 24 septembre 2018
- Mise en compatibilité en date du 22 octobre 2019

LE LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

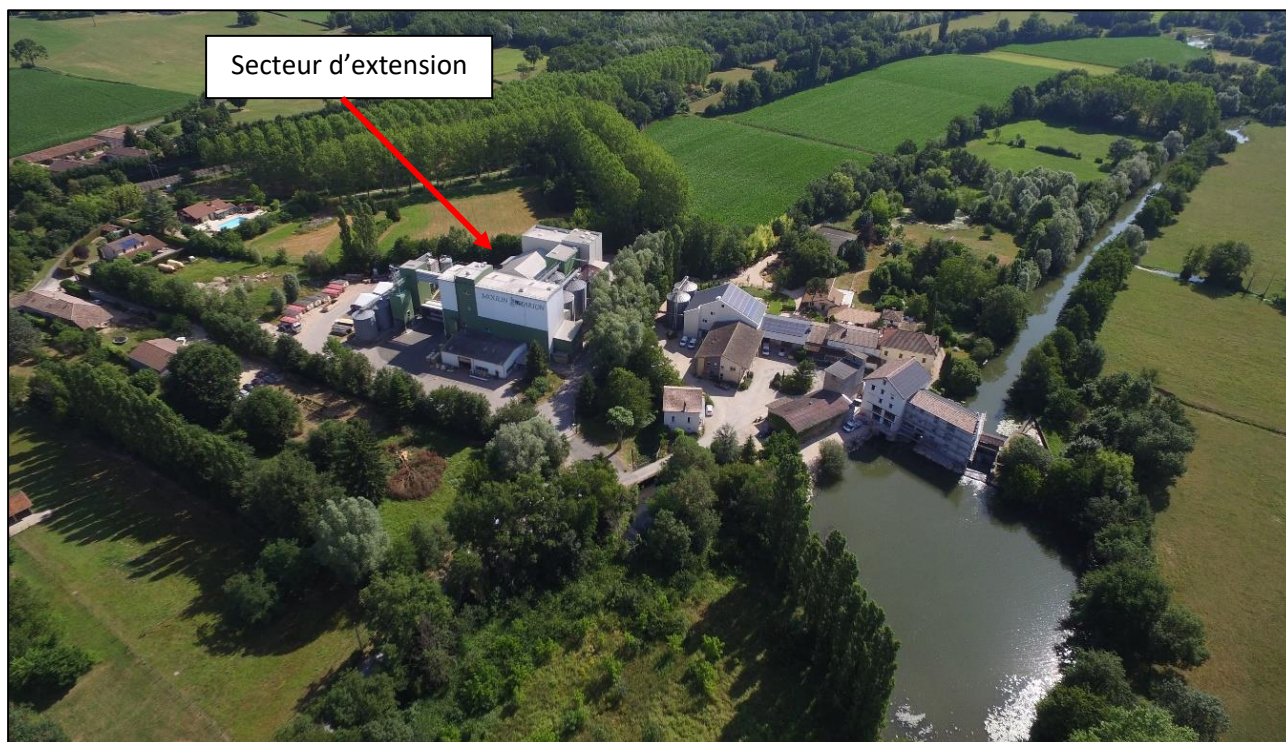
La Communauté de Communes de la Veyle a décidé de lancer une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle.

La procédure concerne l'extension de l'entreprise le Moulin Marion implanté à l'Est du centre-bourg.

L'intercommunalité est compétente en matière d'urbanisme et de développement économique et est donc en mesure de mener cette procédure. En effet, elle résulte de la fusion des Communautés de Communes des Bords- de-Veyle et du Canton de Pont-de-Veyle. L'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016, puis celui du 27 décembre 2017, prévoient la compétence obligatoire : « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

LE PROJET

Le projet d'extension du Moulin Marion s'inscrit en continuité directe des constructions existantes :



Vue du site d'implantation du Moulin Marion

Il vise la création de :

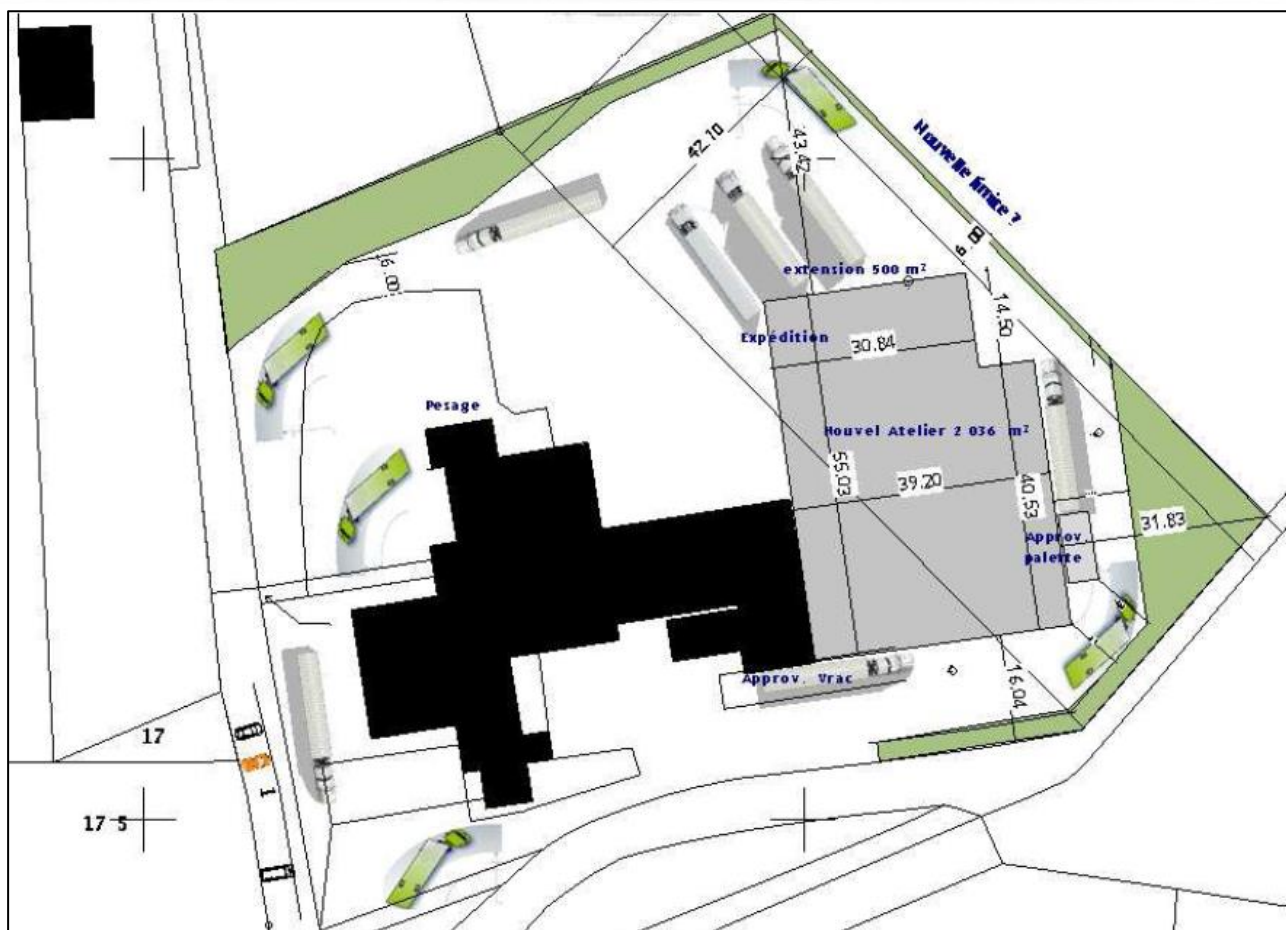
- Stockage de produits finis en température contrôlée, avec un système de racks automatisés
- Quai de chargement pour l'arrivage et l'expédition des produits, avec un accès de plein pied
- Ligne de conditionnement (ensachage)
- Vestiaires

En effet, l'entreprise est à ce jour en saturation totale sur son site. Elle se retrouve dans l'obligation de louer des places en entrepôts extérieurs avec des déplacements longue distance et des surcoûts (cette organisation génère le déplacement de 2 à 5 semis par jour qui partent sur des dépôts déportés). Le nouveau bâtiment permettra donc de rationaliser les flux et de livrer directement les clients sans une étape logistique supplémentaire.

Le projet vise également à maîtriser l'organisation des circulations des poids-lourds, tout en conservant l'accès à la pesée actuelle. Le projet d'extension des installations existantes ne doit pas altérer le fonctionnement actuel du site, en particulier la fosse d'approvisionnement silos.

L'extension bâtie s'étend sur une emprise d'environ 2 000 m². Elle présente une hauteur utile intérieure de 10 m minimum. Son fonctionnement reposera sur les principes suivants :

- Process à l'avancée avec grande zone de stockage.
- Circulation poids lourds toujours possibles même si camion à quai.
- Limitation au maximum des poteaux dans le volume, maximum 2 halls parallèles.



Plan de composition du site actuel et de son extension (source : le Moulin Marion)

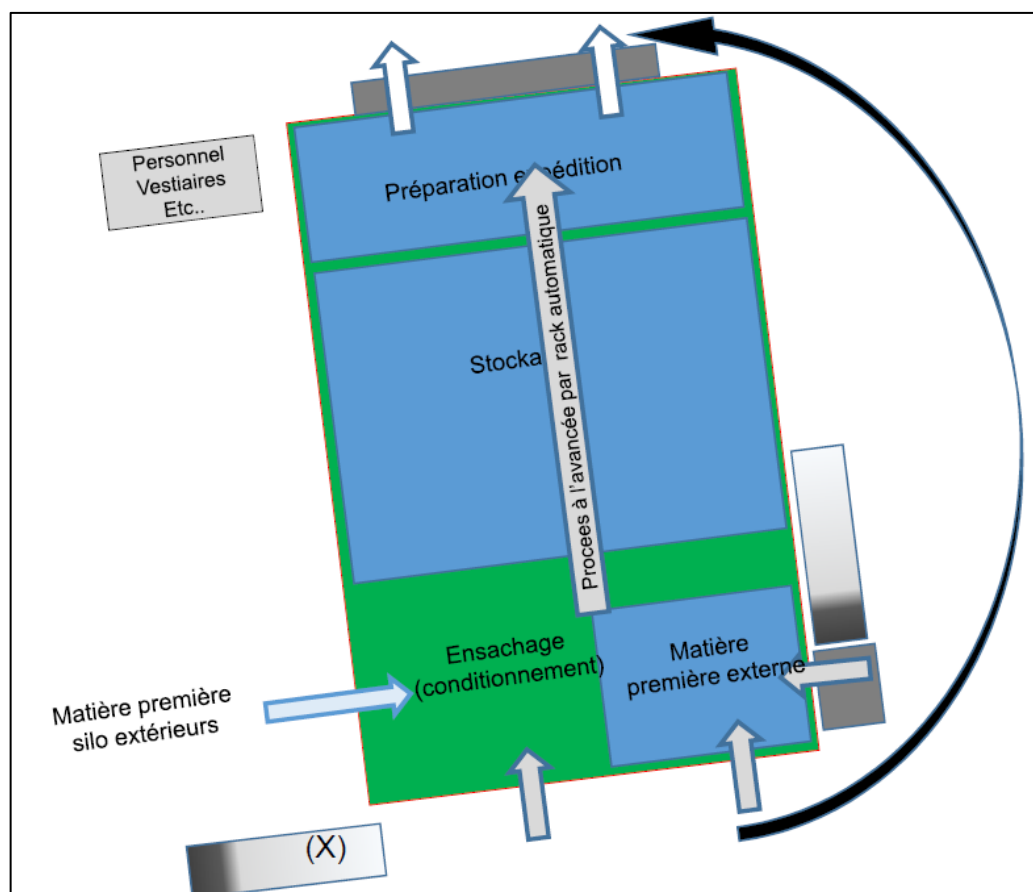
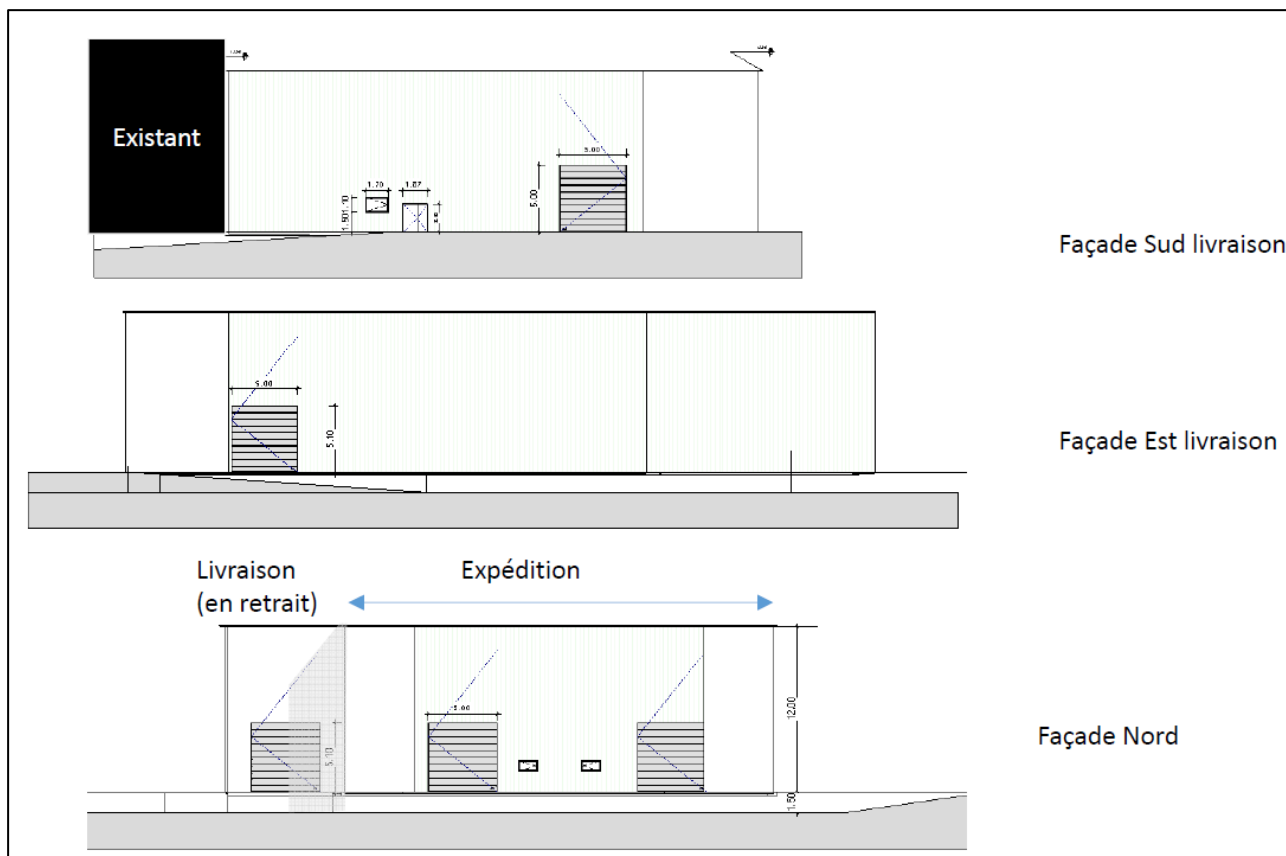


Schéma fonctionnel de l'extension bâtie (source : le Moulin Marion)



Coupe des façades de l'extension (source : le Moulin Marion)



Image d'insertion de l'extension bâtie (source : le Moulin Marion)

Ce projet de développement permettra au Moulin Marion :

- Une optimisation des conditions de travail des employés en proposant plus d'espace pour les vestiaires, des outils d'ensachage et port des produits automatisé.

- Une rationalisation des coûts favorable à une compétitivité accrue et à un développement de marché.

Cette extension aura également des **impacts positifs sur le territoire communal et intercommunal** via :

- La pérennisation d'une activité **participant activement au développement de la filière agricole biologique et mettant en valeur le patrimoine identitaire local lié à l'eau.**
- **La réduction de l'impact environnemental de l'entreprise** et la **diminution des flux de circulation**, en faisant évoluer l'organisation actuelle de l'entreprise (stockage déporté, transport par camions pour acheminer et stocker puis reprendre les produits).
- **Une réduction des nuisances sonores et visuelles vis-à-vis du tissu résidentiel**, en localisant l'extension à l'arrière des constructions existantes, plutôt qu'en entrée de site. A noter que les activités existantes sur le site génèrent peu de nuisances sonores, les process étant gérés à l'intérieur du bâti en matière d'ensachage, de stockage et de préparation des commandes. Seule la circulation des véhicules engendre du bruit, et ce de manière limitée vis-à-vis du bourg, puisque les rotations de poids-lourds sont de l'ordre de 3 par jour.
- La mise en œuvre d'un équipement et d'une construction avec des **entreprises locales.**
- Le maintien des emplois existants et la **création d'emplois** (2 à 4 personnes à court et moyen termes).

LE DOCUMENT D'URBANISME APPLICABLE

LES ORIENTATIONS DU PLU DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

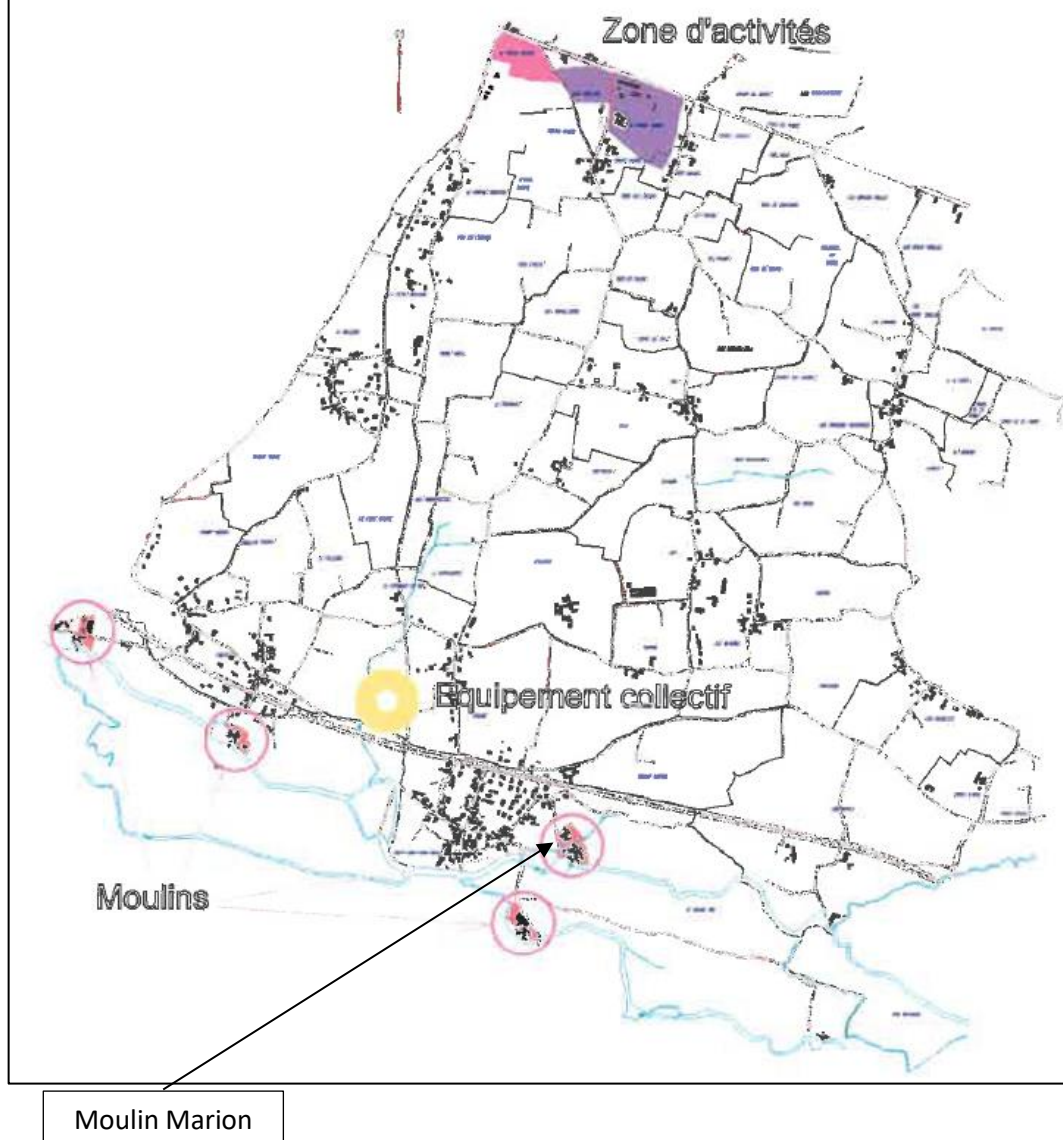
Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU est organisé en 3 axes, fixant un cap pour le développement de la commune. Chaque axe présente un ensemble d'orientations :

Respect du principe d'équilibre - Equilibre entre développement urbain et développement rural	Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat (Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes)	Principe du respect de l'environnement et des paysages
Arrêt du développement dans les hameaux	Maintien des services de base existant au bourg et modernisation des services à la population (services scolaires notamment)	Protection des milieux naturels protégés les plus caractéristiques (bords de la Veyle)
Réussir le développement du bourg au Nord de la voie ferrée	Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes	Protection des zones soumises à des risques naturels (inondations)
Urbanisation des espaces interstitiels dans le bourg si assainissement possible	Diversification des nouvelles zones d'habitat	Protection des abords de la RN 79 (amendement Dupont)
Préservation des meilleurs terrains agricoles	Accueillir un équipement collectif de la communauté de communes	Protection et mise en valeur des entrées du village. Eviter l'urbanisation linéaire entre le bourg et Cuétant
	Développer l'implantation d'activités industrielles et logistiques en priorité le long de la RD 1079	Accompagner le passage éventuel de la voie ferrée à grande vitesse
		Accompagner la déviation éventuelle de Pont de Veyle

L'axe 2 porte notamment comme objectif : « Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes ».

La cartographie de l'axe 2 (principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat) identifie le secteur du Moulin Marion.

I-2 Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat



LA NECESSAIRE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

La déclaration de projet, n'est pas compatible avec le PLU actuel, puisque l'emprise projetée pour la réalisation du projet de développement du Moulin Marion est inscrite en zone Ni. Zone où le règlement ne permet pas les constructions et installations liées à l'activité de moulin.

Cela entraîne une mise en compatibilité du document. Les pièces modifiées seront les suivantes :

- Le zonage, afin de reclasser la zone Ni actuelle sur le site, en zone Nxa, permettant la réalisation de l'opération
- La création d'une orientation d'aménagement sur le site afin d'encadrer l'opération

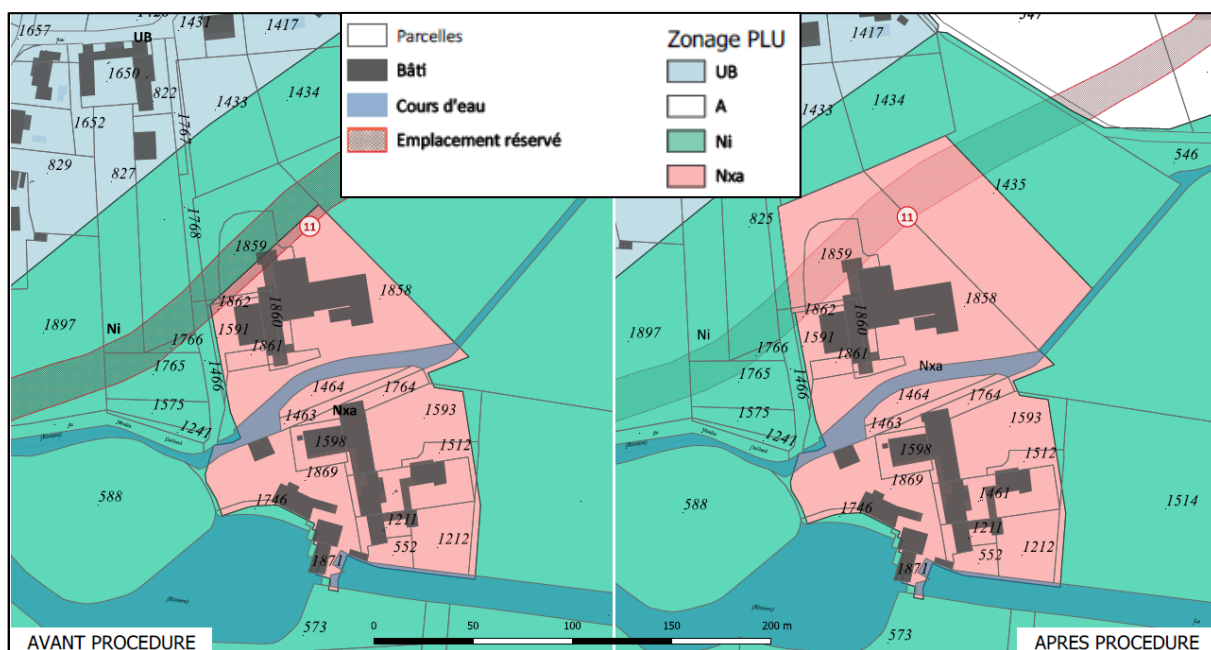
Le PADD n'est pas modifié, le projet objet de la déclaration de projet étant compatible avec les orientations qui y sont affichées. En effet, l'axe 2 du PADD mentionne comme objectif : « Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes » ; et la cartographie de l'axe 2 (principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat) identifie le secteur du Moulin Marion.

Le règlement n'est pas modifié, le projet objet de la déclaration de projet étant compatible avec les dispositions du règlement de la zone Nxa qui s'appliquent déjà au site actuel.

LA MODIFICATION DU ZONAGE

Le tènement est aujourd'hui classé en zone Ni. L'objectif est de reclasser l'ensemble du site en zone Nxa afin de permettre la réalisation de l'opération d'extension du Moulin Marion. Cette évolution concerne la partie Sud-Ouest de la parcelle n°1435. Le reclassement en zone Nxa concerne également la partie Nord des parcelles 1858 et 1859. Il s'agit d'intégrer à cette zone les installations existantes qui n'apparaissent pas sur le cadastre.

L'emplacement réservé n°11 est appelé à être supprimé dans la cadre d'une autre procédure (modification simplifiée n°3 du PLU).



Zonage avant mise en compatibilité du PLU / Zonage après mise en compatibilité du PLU

La modification de zonage a pour conséquence une évolution des superficies, détaillées dans le tableau suivant :

Zonage PLU	Superficie du PLU opposable (ha)	Superficie du PLU après mise en compatibilité (ha)	Evolution des superficies (ha)
UA	11,07	11,07	<i>Inchangé</i>
UB	20,88	20,88	<i>Inchangé</i>
UBc	7,77	7,77	<i>Inchangé</i>
UBi	46,64	46,64	<i>Inchangé</i>
Zones urbaines	86,36	86,36	<i>Inchangé</i>
1AU1	1,85	1,85	<i>Inchangé</i>
1AU2	2,84	2,84	<i>Inchangé</i>
1AUc	3,60	3,60	<i>Inchangé</i>
1AUg	2,07	2,07	<i>Inchangé</i>
1AUx	11,51	11,51	<i>Inchangé</i>
1AUxa	0,94	0,94	<i>inchangé</i>
1AUxb	11,91	11,91	<i>Inchangé</i>
2AU	18,64	18,64	<i>Inchangé</i>
2AUx	3,38	3,38	<i>Inchangé</i>
Zones à urbaniser	56,74	56,74	<i>Inchangé</i>
A	709,61	709,61	<i>Inchangé</i>
Zones agricoles	709,61	709,61	<i>Inchangé</i>
N	21,48	21,48	<i>Inchangé</i>
Ni	244,55	243,83	- 0,72
Nxa	3,57	4,29	+ 0,72
Nxb	0,42	0,42	<i>Inchangé</i>
Zones naturelles	270,02	270,02	<i>Inchangé</i>
TOTAL	1 122,73	1 122,73	/

LA CREATION D'UNE ORIENTATION D'AMENAGEMENT

L'agrandissement de la zone Nxa à vocation d'accueil des moulins de la Veyle, où l'objectif est d'accueillir des activités économiques inscrites dans un environnement naturel et agricole, nécessite la création d'une orientation d'aménagement (OA). Sa mise en place permet d'encadrer l'implantation du projet dans son environnement.

La nouvelle OA, intégrant le site actuel et le site projet, prévoit les éléments suivants :

Descriptif :

- Secteur du Moulin Marion.
- Zone concernant les moulins de la Veyle - Nxa au PLU.
- Superficie : 1,36 ha.
- Secteur inscrit à l'Est du bourg de Saint-Jean-sur-Veyle, desservi par l'impasse du Moulin Gaillard.
- Secteur d'accueil du Moulin Marion.

Objectifs :

- Permettre la poursuite du développement d'une activité de meunerie implantée historiquement sur ce site.
- Intégrer l'aménagement du site aux différents espaces voisins (espace agronaturel, bourg à dominante résidentielle) et aux installations/constructions existantes sur le site, afin de garantir une cohérence paysagère et architecturale et un aménagement qualitatif des franges du site.

Orientations d'aménagement :

- Composition fonctionnelle : zone à vocation économique de moulin.
- Mobilité :
 - o L'accès existant au site depuis la route des Moulins (RD51D), via l'impasse du Moulin Gaillard sera conservé. Il constituera le seul point de connexion sécurisé avec la trame viaire environnante.
 - o La gestion du stationnement de l'ensemble des véhicules devra être assurée à l'intérieur du site.
- Environnement – paysage :
 - o Les continuités écologiques humides des cours d'eau que constitue la Veyle et ses affluents, inscrites en périphérie Sud de la zone, ne devront pas être dégradées par des remblais, altérations de la ripisylve...
 - o La haie arborée existante au Nord du site sera à conforter/renforcer, tout comme la ripisylve et ses abords marquant la limite Sud du site. Cette trame végétale participant également à l'insertion paysagères des aménagements et constructions.
 - o La limite Est du site bénéficiera d'un traitement paysager favorable à l'insertion des constructions et aménagements dans le paysage. Ce traitement s'inscrira en complémentarité des aménagements paysagers existants à l'Ouest du site. Le linéaire végétal sera ainsi conforté. Il pourra prendre la forme d'une haie multi-strates et devra être composée d'essences locales non invasives et variées.
 - o La gestion des eaux pluviales du site sera intégrée aux ouvrages de rétention déjà existant ou à de nouveaux ouvrages qui devront être paysagers s'ils sont aériens.
- Aspect des constructions :
 - o Les formes et les volumes des constructions devront tenir compte des contraintes liées à la parcelle (dimension, accessibilité...). Une certaine homogénéité doit être recherchée au niveau des formes et des volumes pour une meilleure perception de l'ensemble, conduisant ainsi à une simplicité volumétrique des masses bâties et à un traitement de l'ensemble des façades avec le même soin.
 - o Différents matériaux pourront être proposés en fonction de la définition du projet architectural, notamment : bardage bois, bardage en matériaux de synthèse, mur rideau en produit verrier...

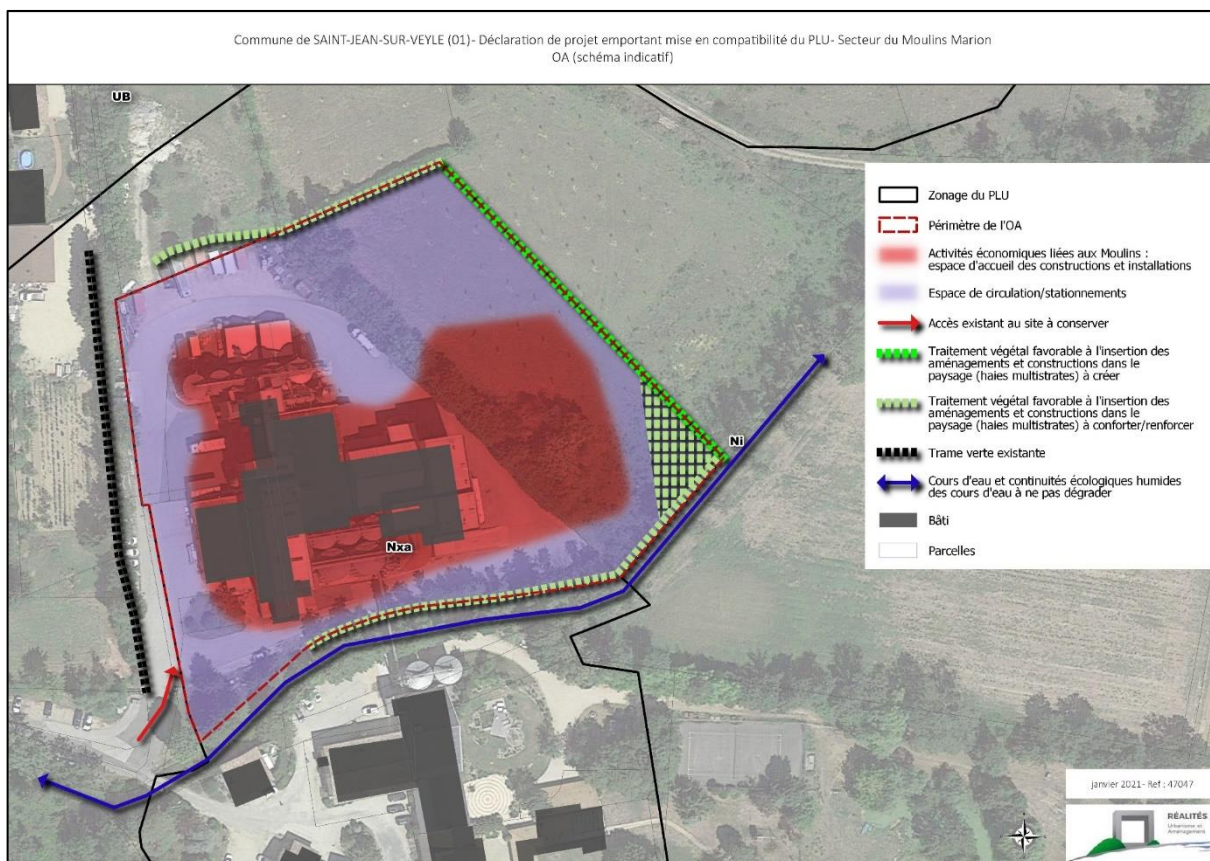
Toutefois tous les matériaux destinés à être enduits devront l'être et un traitement homogène des façades sera privilégié.

- En façades, les couleurs vives seront interdites. L'usage de matériaux contrastants en termes de couleur et de texture pour le traitement des angles, des rives en particulier sera proscrit.
- La simplicité et la sobriété de l'enveloppe du bâtiment favorisant son insertion paysagère, les couleurs sourdes ou naturelles dans une gamme choisie seront privilégiées pour les façades et les menuiseries :



- Les éclairages au sol orientés vers le haut sont interdits.
- Les espaces de stockage seront le moins possible visibles depuis l'espace public et les parcelles voisines.

Les limites foncières pourront être matérialisées par une clôture. Les clôtures en plaque de fibrociment, tôle ondulée et tous matériaux ne présentant pas une tenue et un aspect satisfaisant seront interdites. Elles devront être traitées avec le même soin que les façades des bâtiments et ne pas constituer, par leurs matériaux, leur aspect ou leur couleur, des dissonances architecturales avec le cadre environnant.



L'ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET DE DP MEC

LES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES

Ce projet ne va pas engendrer d'incidences en termes d'évolution de population et d'habitat. Le projet correspond au développement de l'activité économique et n'a pas vocation à créer de logements.

Il s'agit du maintien et de l'amélioration d'une activité de meunerie participant à la dynamique économique du territoire communal et intercommunal. Ce projet permet en effet de préserver les emplois sur la commune et d'alimenter le tissu économique local, notamment à travers les circuits courts.

Ce service à la population répond à un besoin allant au-delà de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle :

- Un maintien des emplois

Il est essentiel pour la commune de Saint-Jean-sur-Veyle de préserver ce pôle d'emplois. Le tissu économique local, très orienté sur l'agriculture, a connu une forte diminution et une importante perte d'emplois au fil du temps (6 405 emplois dénombrés en 2007 sur le territoire intercommunal, 5 740 en 2017 ; 201 emplois dénombrés en 2007 sur le territoire communal, 188 en 2017). Il est donc stratégique de maintenir une activité représentant un nombre d'emplois directs et indirects important.

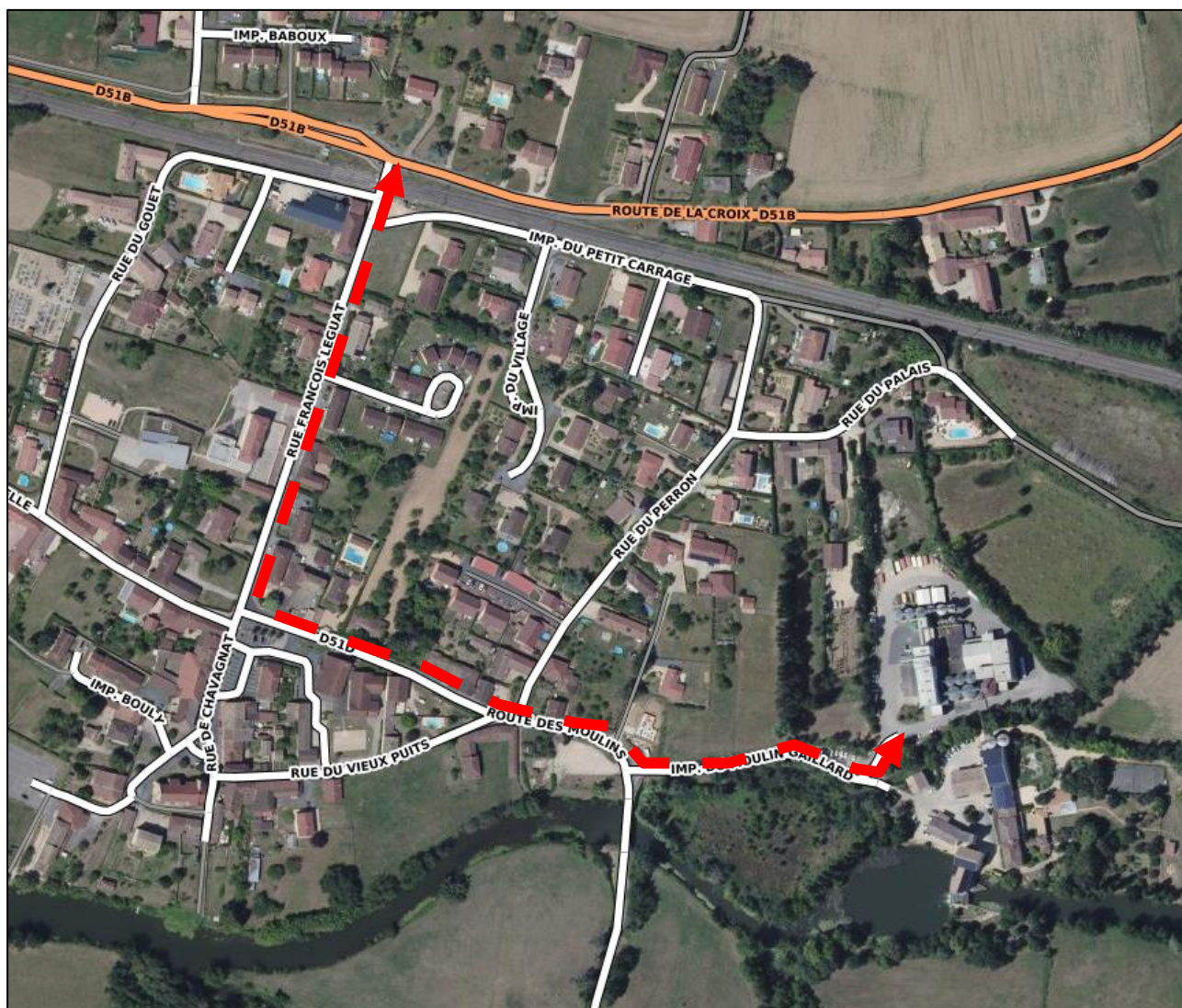
- Un impact économique sur le tissu économique local

La présence du moulin sur la commune génère également de l'activité économique et des ressources pour le tissu économique local. La localisation existante qui est maintenue dans ce projet de développement, bénéficie au tissu économique local.

En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU encourage un équilibre entre population et emplois, en favorisant le maintien et le développement de l'emploi local, sur un territoire à dominante résidentielle.

LES INCIDENCES SUR LES DEPLACEMENTS

L'accès au site du projet se fait via l'accès existant de l'entreprise le Moulin Marion, à savoir depuis l'impasse du Moulin Gaillard connectée à la RD51d (appelée également route des Moulins). Cette route départementale assure la desserte du bourg depuis la RD51b. Le trafic moyen journalier est d'environ 650 véhicules (dans les 2 sens ; en 2012), en amont de l'accès à l'impasse du Moulin Gaillard.



L'organisation des circulations existantes ne sera pas modifiée. En revanche, le trafic de véhicules lourds sera appelé à diminuer. En effet le regroupement des espaces de stockages sur un seul site aux abords immédiats du site de production, concourra à une limitation forte des flux de véhicules lourds.

La création de 2 à 4 emplois n'aura qu'un impact limité sur les flux de véhicules légers. Les espaces de stationnement du personnel sont suffisamment dimensionnés pour accueillir les véhicules des nouveaux employés.

La continuité piétonne existante en direction du bourg, le long de la RD51d, sera préservée.

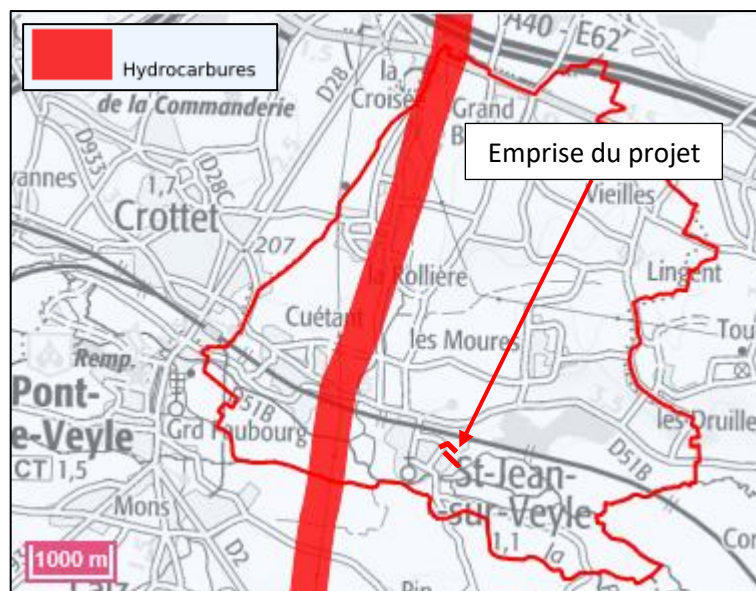
En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ne remet pas en cause le fonctionnement viaire locale et vient favoriser une réduction du trafic de véhicules lourds sur le territoire.

LES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

La commune de Saint-Jean-sur-Veyle est concernée par plusieurs risques et nuisances :

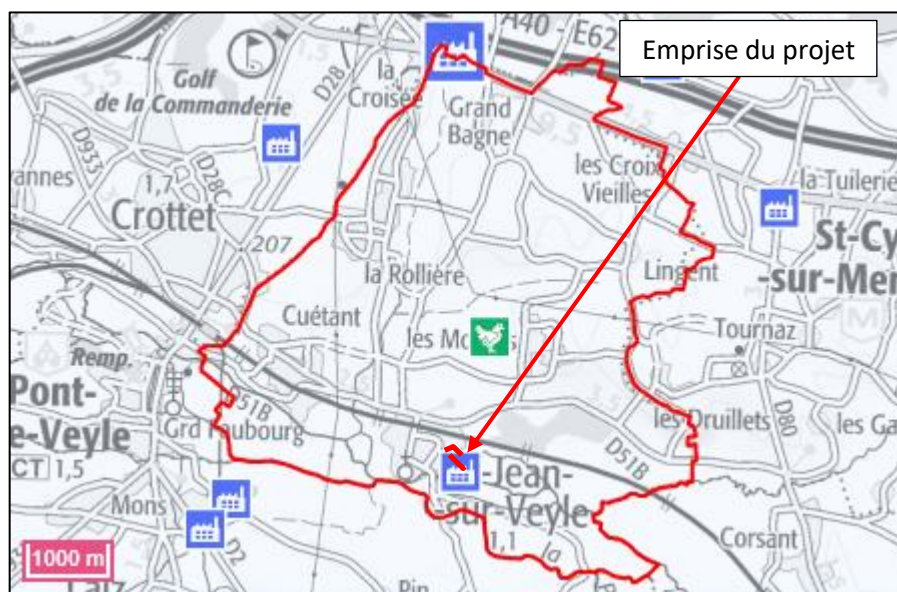
Risques industriels et technologiques

- Le transport de marchandises dangereuses : une canalisation de matières dangereuses qui achemine des hydrocarbures, traversent la commune du Nord au Sud. Elle ne concerne pas la partie Est du bourg où est localisé le projet d'extension du Moulin Marion.



Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- Le Moulin Marion ne fait pas l'objet d'un classement SEVESO mais est inscrit en Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) selon le régime de l'autorisation.

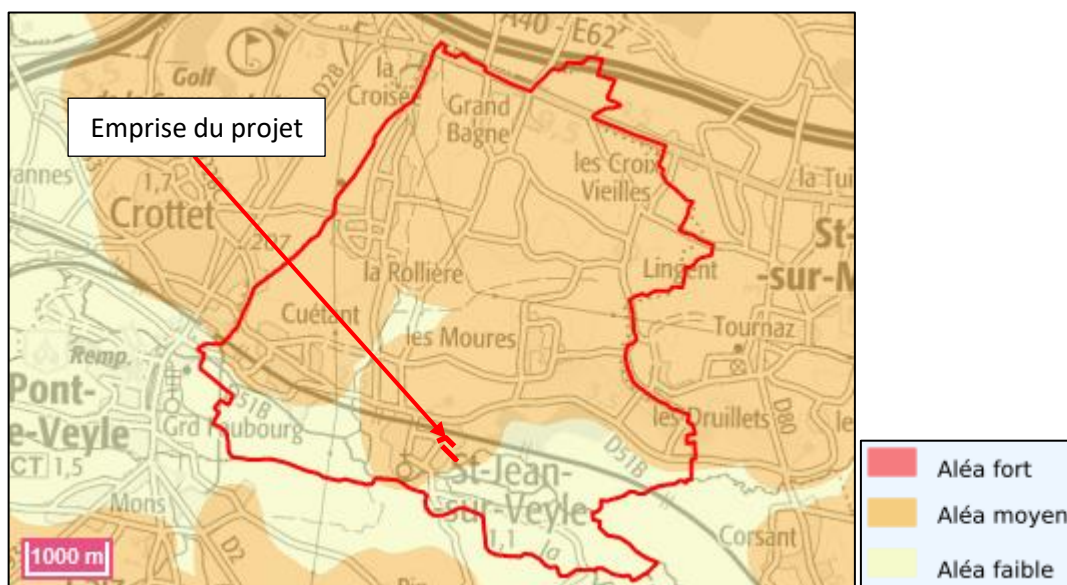


Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- 1 autres ICPE est présent sur la commune (secteur le Molard) : un élevage de volailles. Elle est implantée à l'écart du site du projet.

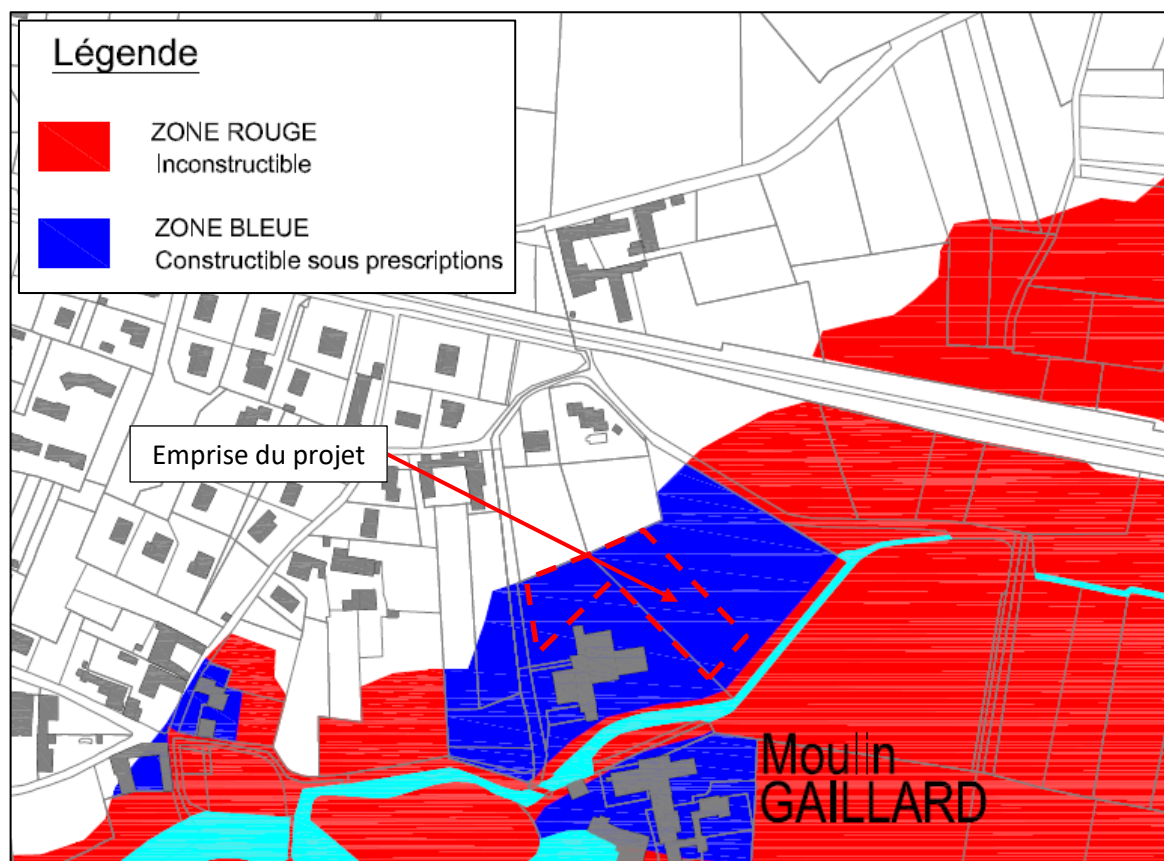
Risques naturels

- Le risque retrait-gonflement d'argiles présente un aléa moyen sur la majeure partie du territoire communal, à l'exception de la partie Sud où l'aléa est faible. Le projet d'extension du Moulin Marion est inscrit en zone d'aléa moyen.



Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- La commune est concernée par un risque inondation ayant donné lieu à un plan de prévention du risque inondation approuvé le 22 Juillet 2011 : PPR « inondations de la Veyle et de ses affluents ». Seule l'extrémité Sud du territoire communal est concernée par des zones de risques. Le projet d'extension du Moulin Marion est inscrit en zone bleue.



Extrait du Plan de Zonage – PPRi de la Veyle

- Les risques sismiques sont de niveau faible sur la commune : niveau 2 sur 5 dans la nouvelle classification européenne mise en place en 2011. Des règles de construction parasismique sont applicables pour les nouveaux projets, notamment pour ceux recevant du public.
- Le potentiel radon sur la commune est faible (arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français). Ce risque n'affecte pas le projet.
- Des arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris en 1985 et 1983 pour des inondations, coulées de boue et mouvement de terrain ; et en 2019 pour des mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Inondations et coulées de boue : 2				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
01PREF19850016	07/05/1985	16/05/1985	15/07/1985	27/07/1985
01PREF20170276	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
01PREF20190052	01/07/2018	30/09/2018	18/06/2019	17/07/2019

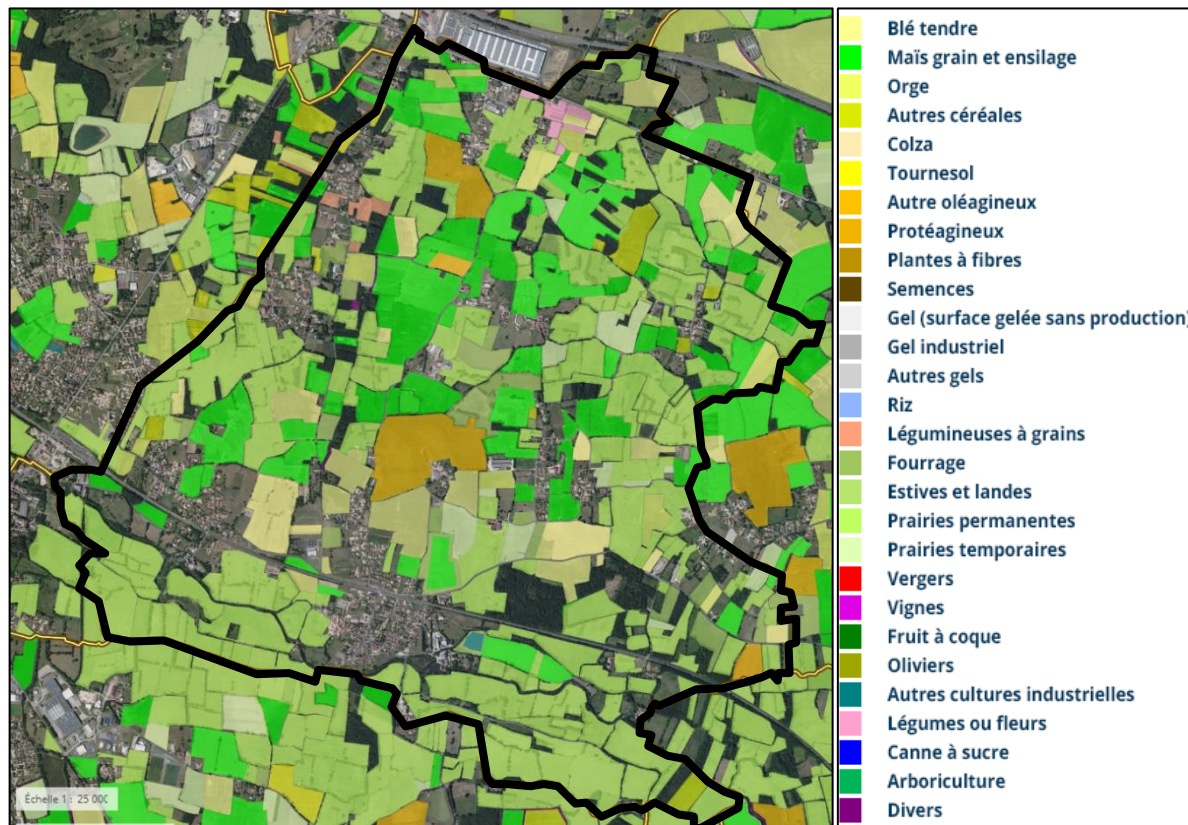
Source : <https://www.georisques.gouv.fr/>

En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n'augmente pas l'exposition aux risques existants sur la commune. Toutefois une vigilance devra être apportée lors de la conception technique du projet afin de respecter pleinement les dispositions de la zone bleue du PPRI.

Par ailleurs, l'extension de l'entreprise classée en ICPE, localisée à l'arrière des constructions existantes, plutôt qu'en entrée de site, concourt à réduire les nuisances sonores et visuelles vis-à-vis du tissu résidentiel du bourg.

LES INCIDENCES SUR L'ACTIVITE AGRICOLE

L'activité agricole sur la commune est particulièrement importante puisqu'elle concerne une très grande majorité du territoire communal. L'activité principale est l'élevage. Le foncier agricole comporte une part importante de pâture, mais également des cultures de soja et de maïs.



L'Institut National de l'Origine et de la Qualité indique que la commune de Saint-Jean-sur-Veyle est notamment inscrite au sein des aires d'Indication Géographique Protégée et des aires d'Appellations d'Origine Contrôlée suivantes :

- Beurre de Bresse ;
- Chapon de Bresse ;
- Coteaux de l'Ain blanc, rosé, rouge ;
- Crème de Bresse ;
- Dinde de Bresse ;
- Emmental Français Est-Central ;
- Poularde de Bresse ;
- Volailles de l'Ain...

Le site du projet s'inscrit dans un environnement urbain, où l'activité agricole est peu présente. L'ensemble du site concerné se trouve à proximité de l'enveloppe urbaine marqué par la présence d'un tissu urbain dense. Il n'est pas concerné par le voisinage d'une exploitation.

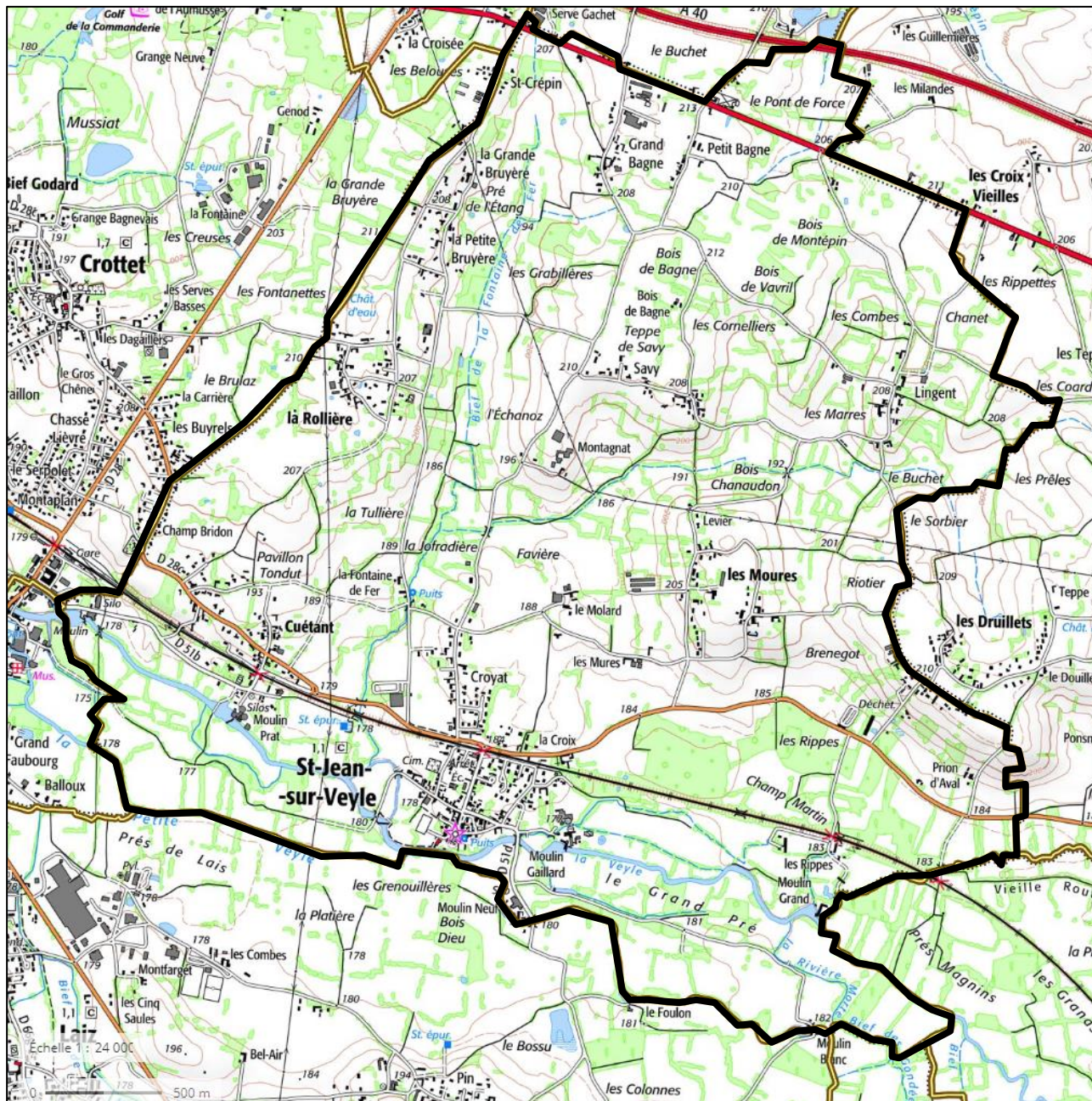


En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU aura un impact favorable sur l'agriculture. D'une part en favorisant un projet économe en foncier, implanté sur un espace ne présentant pas de vocation agricole. Et d'autre part en concourant au développement de la filière agricole biologique locale, de par l'activité du Moulin Marion.

LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'hydrographie

La commune est traversée d'Est en Ouest par la rivière la Veyle, soumettant une partie du territoire aux risques d'inondation.



Source : Géoportail

Les zones humides

Le site du projet est concerné à la marge par l'inventaire des zones humides réalisé par le Département de l'Ain (prairies humides de la Veyle et du Menthon). Bien qu'inscrites dans le périmètre du projet, les emprises concernées seront en grande partie préservées de toute urbanisation. Elles viendront border les espaces dédiés aux flux internes de véhicules. Elles conserveront leur caractère de prairies humides et seront inscrites en continuité des autres zones humides recensés par le Département de l'Ain sur le secteur.



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

La trame verte et bleue (TVB)

Les zonages environnementaux :

La commune de Saint-Jean-sur-Veyle est concernée par plusieurs zonages environnementaux. Le secteur concerné par l'extension du Moulin Marion n'est pas inscrit dans l'emprise d'un espace naturel protégé. Il est toutefois inscrit à proximité d'un secteur visé par un arrêté préfectoral de protection de biotope. Il s'agit de la zone FR3800838 - Bocage et prairies humides de la basse vallée de la Veyle inscrite sur les communes de Saint-Jean-sur-Veyle, Perrex, Pont-de-Veyle, Laiz et Biziat.



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

Les autres espaces naturels protégés les plus proches du secteur concerné par l'extension du Moulin Marion sont distants de plus de 400 m. Il s'agit de la ZNIEFF de type 2 « Val de Saône Méridional » (17 134,93 ha).



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

La ZNIEFF de type 1 la plus proche est distante de plus d'1 km à l'Ouest, il s'agit de la ZNIEFF de type 1 « Prairies inondables de la Veyle » (9,09 ha).

Le site du projet n'est pas inscrit au sein d'une zone Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche concerne à la fois une zone de protection spéciale et une zone spéciale de conservation. Il s'agit de la zone « Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône », distante de plus de 5 km à l'Ouest du site.

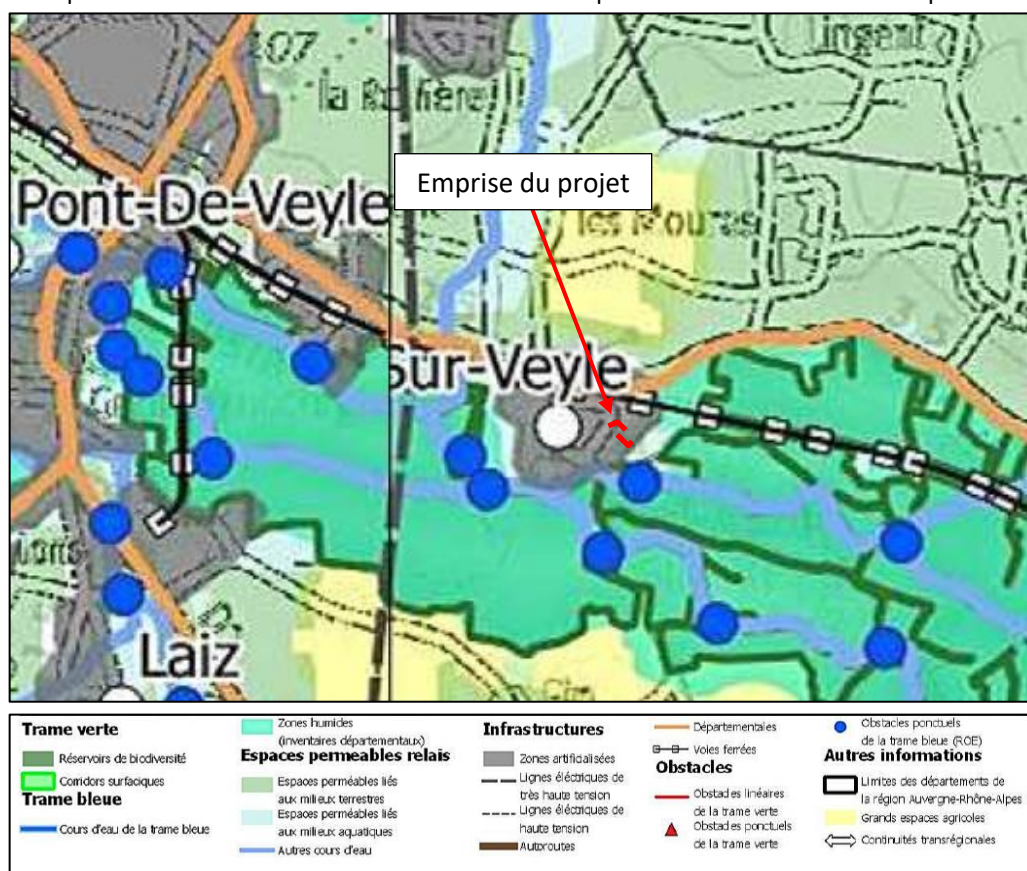
Le SRADDET :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des territoires (SRADDET) a été approuvé par le Conseil Régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale.

Le SRADDET a notamment pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux. Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Saint-Jean-sur-Veyle, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation
- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Préserver la trame bleue
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité
- Préserver la biodiversité ordinaire

Le secteur défini pour l'extension du Moulin Marion est concerné par une identification en tant que zone artificialisée.



Source : SRADDET - Atlas cartographique : annexe biodiversité

Le Schéma de Cohérence Territoriale Bresse-Val de Saône

En matière d'enjeu environnemental sur Saint-Jean-sur-Veyle, le SCoT identifie les mêmes éléments concernant la protection des trames vertes et bleues que le SRADDET.

En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU permet la réalisation d'un projet inscrit sur un secteur considéré en zone artificialisée, à l'écart des secteurs identifiés par un zonage environnemental de type Natura 2000, ZNIEFF de type I ou II. Le projet apparaît proche de secteurs bénéficiant d'un arrêté préfectoral de protection de biotope et identifiés à l'inventaire des zones humides du Département de l'Ain, en liens avec la vallée de la Veyle. Toutefois, il est important de noter que le projet s'inscrit dans le prolongement des activités existantes, en retrait d'un des affluents de la Veyle et de sa ripisylve.

LES INCIDENCES SUR LA GESTION DE L'EAU

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont réalisés à l'échelle des six grands bassins hydrographiques français. Ils sont ensuite retranscrits à des échelles locales à travers les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Les 9 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2016-2021 sont :

- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le contrat de milieux Saône, corridor alluvial et territoires associés

Le territoire de ce contrat couvre une superficie de 5 080 km², dont 1 042 km² pour les communes riveraines de la Saône et 4 038 km² pour les communes des bassins versants des petits affluents, soit 589 communes au total.

Ce territoire intercepte 5 régions administratives (Lorraine, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes) et 8 départements (Vosges, Haute-Marne, Haute-Saône, Jura, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Ain et Rhône). La commune de Saint-Jean-sur-Veyle fait partie de ce contrat.

Le réseau hydrographique comprend la Saône dans son intégralité (soit 482 km de sa source à Vioménil dans les Vosges à sa confluence avec le Rhône à Lyon), ainsi que 48 petits affluents et leurs chevelus (soit 1 047 km linéaires).

Les enjeux du contrat se déclinent comme suivant :

- Reconquérir la qualité des eaux et préserver les ressources stratégiques
- Réhabiliter les milieux naturels et préserver la biodiversité
- Prendre en compte le risque inondation dans l'aménagement du territoire et réduire l'impact des crues
- Renforcer l'identité et accompagner le développement du Val de Saône
- Améliorer la connaissance de la Saône et des affluents orphelins
- Organiser la gestion du territoire

Depuis la fin du Contrat de Vallée Inondable de la Saône, qui avait permis d'engager plus de 500 opérations pour 78 millions d'euros entre 2004 et 2009, l'EPTB Saône et Doubs travaille avec ses partenaires à l'élaboration d'un nouveau contrat, sur le Val de Saône élargi à ses petits affluents dépourvus de procédure de gestion. La structure porteuse de l'élaboration et de la mise en œuvre du contrat est l'EPTB Saône et Doubs.

Ce contrat de milieux, d'une durée de 3 ans, est en cours d'exécution depuis juin 2016.

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Aucun SAGE n'est programmé sur le secteur.

Les captages

Il n'existe pas de périmètre de protection de captage à proximité. Le site de captage le plus proche est le champ captant de la Vuidée à Replonges à un peu plus de 6 km au Nord-Ouest.

La desserte par les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

Le site du Moulin Marion bénéficie d'une desserte en réseaux humides en capacité de desservir le site actuel et son développement. Les nouvelles constructions et installations n'accueillant pas un process lié à l'eau (ensilage, stockage et expédition).

En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, n'impacte pas la ressource en eau. Le projet inscrit en dehors de la zone rouge du PPRI intègre dans son organisation le risque inondation.

LES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION FONCIERE

Le projet d'extension projeté initialement par l'entreprise portait sur un secteur inscrit au Nord des installations existantes, sur la parcelle C1433 (cf plan ci-dessous). Toutefois, au regard de la gestion de la défense incendie du fait de la proximité d'habitations, il a été décidé de relocaliser le projet à l'Est, secteur à l'écart du tissu résidentiel.



Projet d'extension initial

Malgré cette évolution de projet, l'ambition de limiter les emprises foncières consommées demeure primordiale.

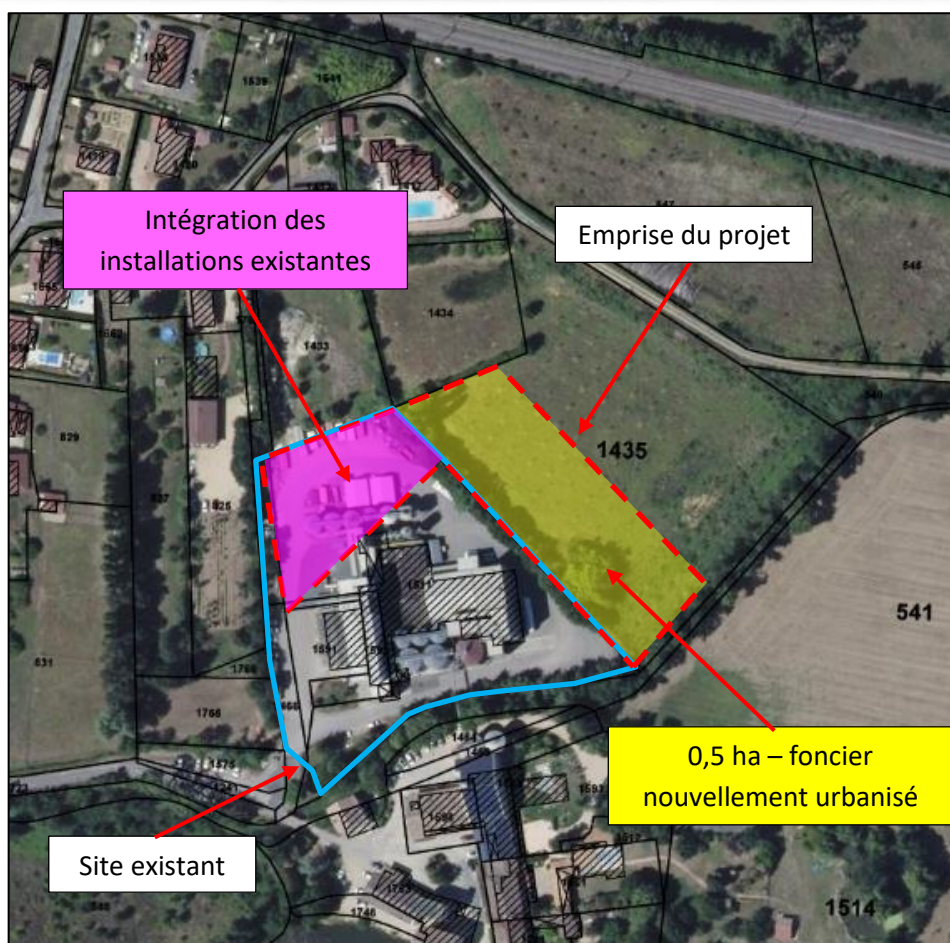
L'ensemble du site actuel et du site du projet s'inscrit sur une emprise foncière totale d'environ 1,36 ha.

Le foncier nouvellement urbanisé ne représente que **0,5 ha** (partie Ouest de la parcelle n°1435). Cette emprise a été définie au près des besoins du développement du Moulin Marion, en optimisant les flux de circulations des véhicules lourds et leur stationnement ; en composant une enveloppe bâtie contigüe aux constructions existantes. Les futures constructions présenteront une forme la plus compacte possible et s'entendront sur uniquement 2 000 m².

Par ailleurs, il est important de noter qu'au sein de cette emprise de 0,5 ha, des espaces verts non imperméabilisés sont préservés en périphérie. Ceci de manière à préserver la trame végétale existante et à la développer, que ce soit pour des intérêts d'insertion paysagère du projet, ou bien pour des intérêts environnementaux, en particulier la préservation des abords d'un affluent de la Veyre.

D'autre part, l'emprise foncière reclassée en zone Nxa en partie Nord des parcelles 1858 et 1859, vise à intégrer les installations existantes qui n'apparaissent pas sur la cadastre, et ne concourent donc pas à consommer du foncier.

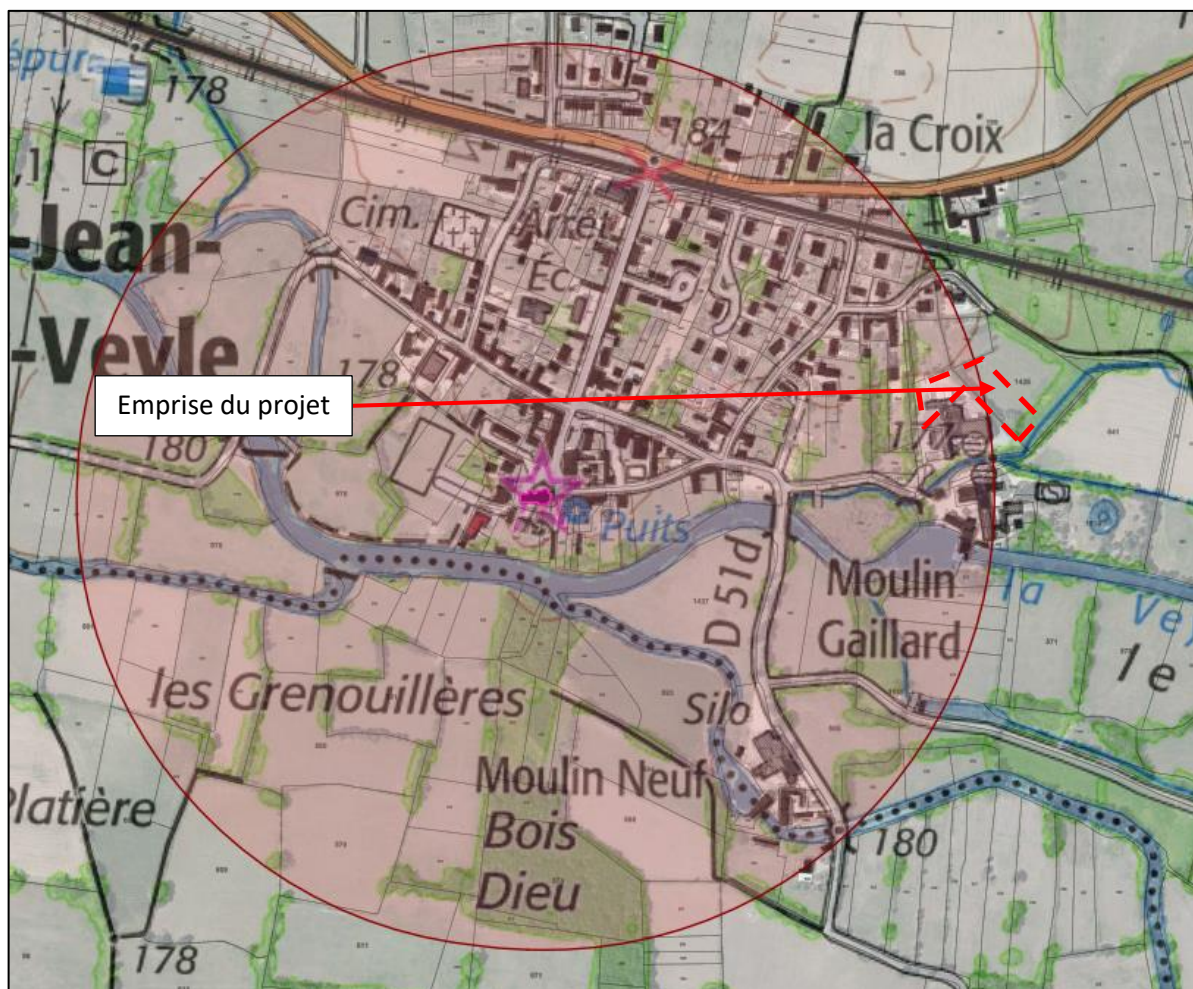
Enfin le projet d'extension d'un site existant permet d'éviter le développement de l'urbanisation sur un nouveau site pour permettre la construction du bâti nécessaire à l'évolution de l'activité du Moulin Marion.



En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, s'inscrit dans une logique de limiter la consommation foncière en permettant la réalisation d'un projet sur un site en grande partie urbanisée et en étant le plus compact possible.

LES INCIDENCES SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

L'Eglise Saint-Jean-Baptiste est un monument inscrit au titre des Monuments Historiques depuis 1965. Le périmètre de protection d'un rayon de 500 m défini autour de ce monument, couvre partiellement l'emprise du projet. Toutefois le nouveau bâtiment sera implanté à l'arrière des constructions existantes, ainsi il n'y aura pas de covisibilité directe entre le projet et l'Eglise Saint-Jean-Baptiste.



Source : <http://atlas.patrimoines.culture.fr>

En conclusion, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, n'impacte pas la protection de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste inscrite au titre des Monuments Historiques.

CONCLUSION

Le projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion à Saint-Jean-sur-Veyle, spécialisée dans la production biologique de farines et d'aliments pour la nutrition animale, présente un intérêt général pour la commune et la Communauté de Communes de la Veyle.

Ceci en favorisant le maintien et la création d'emplois, en participant activement au développement de la filière agricole biologique et en mettant en valeur le patrimoine identitaire local lié à l'eau. La valorisation et l'extension de cette activité économique implantée historiquement sur le territoire s'inscrivent pleinement dans le projet de territoire mené par la Communauté de communes de la Veyle.


Toutefois ce projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle. La présente procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle vise à permettre la réalisation de ce projet.

La conception du projet, en s'appuyant sur une rationalisation du fonctionnement de l'entreprise et d'une extension du site actuel au plus près des besoins, permet de limiter fortement ses effets sur l'environnement humain et non humain, mais également de limiter la consommation foncière.

Les modifications apportées au PLU concernent ainsi uniquement le plan de zonage (agrandissement d'un STECAL Nxa) et la mise en place d'une orientation d'aménagement visant à encadrer le projet, le projet étant pleinement compatible avec les orientations du PADD.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : ARRETE DU PRESIDENT PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLU EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2020

 <p>la Veyle COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> <small>Accusé de réception en préfecture 001-200070555-20200924-20200928-02DP-AR Date de télétransmission : 28/09/2020 Date de mise en ligne : 28/09/2020</small> </div> <h3 style="margin: 0;">ARRETE ENGAGEANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE</h3> <p style="color: blue; font-family: cursive; margin-top: 10px;">20200928-c2 DP</p>
<p>Le Président,</p> <p>Vu le Code général des collectivités territoriales,</p> <p>Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-54,</p> <p>Vu l'arrêté préfectoral portant fusion des communautés de communes des BORDS DE VEYLE et du canton de PONT-DE-VEYLE du 8 décembre 2016, et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle communauté de communes de la VEYLE,</p> <p>Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant modification des compétences de la Communauté de communes de la VEYLE,</p> <p>Vu le plan local d'urbanisme de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, approuvé le 03 mars 2005 par le Conseil municipal de cette commune et ayant fait l'objet des évolutions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modification n°1 le 04 avril 2008 - Modification simplifiée n°1 le 14 janvier 2010 - Modification n°2 et révision simplifiée n°1 le 03 juin 2010 - Modification simplifiée n°2 le 13 janvier 2011 - Mise à jour le 22 mai 2012 - Mise en compatibilité le 23 juillet 2015 - Mise à jour le 11 septembre 2017 - Modification n°3 le 24 septembre 2018 - Mise en compatibilité le 22 octobre 2019 <p>Considérant que l'entreprise le Moulin Marion, implantée à SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, a besoin de procéder à une extension sur la parcelle C1433, en raison d'un manque de stockage sur site,</p> <p>Considérant que la parcelle C1433 est classée en zone Ni et UB, ce qui ne permet pas une urbanisation du site à vocation d'activité des moulins,</p> <p>Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage ne peut être réalisé selon les règles du PLU en vigueur sur la parcelle C1433,</p> <p>Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage de l'entreprise le Moulin Marion revêt un caractère d'intérêt général qui est motivé par les enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enjeux économiques : maintien d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois sur la commune et participant à la dynamique de circuits courts en lien avec le Plan Climat Air Energie et le Projet Alimentaire Territorial porté par la Communauté de communes, - Enjeux fonciers : implantation du projet sur un site utilisé aujourd'hui par l'entreprise et non valorisable par l'agriculture, favorable à la préservation du foncier agricole, <p style="font-size: small; margin-top: 20px;"><u>Voies et délais de recours</u> : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.</p>	

- Enjeux environnementaux : ambition de concourir à la réduction des gaz à effet de serre en limitant les flux logistiques entre les différents sites de stockage de l'entreprise

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20200924-20200928-02DP-
Date de télétransmission : 28/09/2020
Date de réception préfecture : 28/09/2020

Considérant que le projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE.

Considérant que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président de la Communauté de communes de la VEYLE,

ARRETE

- Article 1^r :** En application des dispositions l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE est prescrite ;
- Article 2 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU vise à permettre la mise en œuvre d'un projet revêtant un caractère d'intérêt général : extension de l'entreprise le Moulin Marion au nord de son site actuel sur la parcelle C1433, via la construction d'un espace de stockage ;
- Article 3 :** Le dossier fera l'objet d'un examen conjoint de Monsieur le Préfet, de la Communauté de communes de la VEYLE, ainsi que des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, avant la mise à l'enquête publique ;
- Article 4 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;
- Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le Président en présentera le bilan au Conseil communautaire qui en délibérera et adoptera le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public ;
- Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153- 20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme. Il fera l'objet d'un affichage en mairie de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE et au siège de la Communauté de communes de la VEYLE durant un mois. La mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait à PONT-DE-VEYLE, le **2 4 SEP. 2020**

Certifié exécutoire

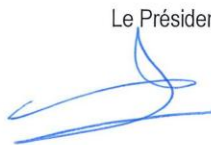
Affiché le :

Transmis en Préfecture le :

2 8 SEP. 2020

2 8 SEP. 2020

Le Président



Christophe GREFFET



Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

ANNEXE N°2 : ARRETE MODIFICATIF DU PRESIDENT PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN DATE DU 21 JANVIER 2021



**ARRETE MODIFIANT L'ARRETE N°20200928-02DP
ENGAGEANT LA PROCEDURE DE DECLARATION
DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE**

20210121 - 04DP

Le Président,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-54,

Vu l'arrêté préfectoral portant fusion des communautés de communes des BORDS DE VEYLE et du canton de PONT-DE-VEYLE du 8 décembre 2016, et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle communauté de communes de la VEYLE,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant modification des compétences de la Communauté de communes de la VEYLE,

Vu le plan local d'urbanisme de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, approuvé le 03 mars 2005 par le Conseil municipal de cette commune et ayant fait l'objet des évolutions suivantes :

- Modification n°1 le 04 avril 2008
- Modification simplifiée n°1 le 14 janvier 2010
- Modification n°2 et révision simplifiée n°1 le 03 juin 2010
- Modification simplifiée n°2 le 13 janvier 2011
- Mise à jour le 22 mai 2012
- Mise en compatibilité le 23 juillet 2015
- Mise à jour le 11 septembre 2017
- Modification n°3 le 24 septembre 2018
- Mise en compatibilité le 22 octobre 2019

Vu l'arrêté n°20200928-02DP en date du 24 septembre 2020 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE,

Considérant qu'en raisons de contraintes techniques, l'entreprise le Moulin Marion ne peut réaliser son projet de construction sur la parcelle C1433,

Considérant qu'il convient de modifier le numéro de la parcelle concernée par le projet et que la parcelle C1435 a été ciblée,

Considérant que la parcelle C1435 est classée en zone Ni, ce qui ne permet pas une urbanisation du site à vocation d'activité des moulins,

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
N°20210121-04DP
Date de réception en préfecture : 21/01/2021

Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage ne peut être réalisé selon les règles du PLU en vigueur sur la parcelle C1435,

Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage de l'entreprise le Moulin Marion revêt un caractère d'intérêt général qui est motivé par les enjeux suivants :

- Enjeux économiques : maintien d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois sur la commune et participant à la dynamique de circuits courts en lien avec le Plan Climat Air Energie et le Projet Alimentaire Territorial porté par la Communauté de communes,
- Enjeux fonciers : implantation du projet au plus près du site existant afin de respecter les enjeux liés à la préservation du foncier,
- Enjeux environnementaux : ambition de concourir à la réduction des gaz à effet de serre en limitant les flux logistiques entre les différents sites de stockage de l'entreprise,

Considérant que le projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE.

Considérant que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président de la Communauté de communes de la VEYLE,

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
N° 2021-05570-1
Date de réception préfecture : 21/07/2021